



Assemblée générale

Distr. générale
30 novembre 2011
Français
Original : anglais

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Compte rendu analytique de la 333^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 20 juin 2011, à 10 h 30

Président : M. Diallo. (Sénégal)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Évolution de la situation depuis la dernière réunion du Comité

Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et faits nouveaux intervenus dans le processus politique

Rapport du Président sur le Séminaire des Nations Unies sur la mobilisation de l'assistance au peuple palestinien, tenu à Helsinki, les 28 et 29 avril 2011

Réunion internationale des Nations Unies à l'appui du processus de paix israélo-palestinien, devant se tenir à Bruxelles, les 28 et 29 juin 2011

Autres questions

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

11-37977X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Évolution de la situation depuis la dernière réunion du Comité

2. **Le Président**, résumant certains des faits nouveaux et activités intervenus depuis la dernière réunion du Comité, dit que le Conseil de sécurité a tenu une séance publique le 21 avril 2011, pour examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, séance au cours de laquelle il a fait une déclaration au nom du Comité.

3. Le 27 avril, les factions palestiniennes ont conclu un accord de réconciliation sous les auspices du Gouvernement égyptien. Le représentant du Secrétaire général, M. Robert H. Serry, assistait à la cérémonie de signature, qui a eu lieu au Caire, le 4 mai 2011.

4. Le Séminaire des Nations Unies sur la mobilisation de l'assistance au peuple palestinien s'est déroulé à Helsinki les 28 et 29 avril.

5. Le 6 mai 2011, le statut de la délégation palestinienne à Chypre a été élevé à celui d'une mission diplomatique.

6. Du 14 au 17 mai, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, M^{me} Valerie Amos, s'est rendue dans le territoire palestinien occupé. À cette occasion, elle a appelé à la cessation du déplacement forcé des Palestiniens de Jérusalem-Est et de la prolongation du blocus de la bande de Gaza.

7. Le 19 mai, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert H. Serry, a fait un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Le même jour, le Président des États-Unis d'Amérique, M. Barack Obama, a prononcé un discours sur le Moyen-Orient, dans lequel il a déclaré que les négociations doivent aboutir à deux États. Les frontières d'Israël et de la Palestine doivent être fondées sur les lignes de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement consentis, de sorte que des frontières sûres et reconnues soient établies pour les deux États. Le peuple palestinien doit avoir le droit de se gouverner lui-même, et de réaliser son potentiel, dans un État souverain et d'un seul tenant. Le 20 mai, le Quatuor a publié une déclaration exprimant un ferme

soutien à la vision d'une paix israélo-palestinienne évoquée par le Président Obama. Le 23 mai, le Conseil de l'Union européenne a appelé à la reprise urgente des négociations directes qui aboutissent à une solution d'ensemble dans tous les domaines. Le Conseil a également indiqué à nouveau qu'il était prêt à reconnaître un État palestinien, selon qu'il conviendra.

8. La seizième Conférence ministérielle/Réunion commémorative du Mouvement des pays non alignés s'est tenue à Bali du 25 au 27 mai. À l'issue de leur réunion, les ministres ont réitéré que le Mouvement des pays non alignés continuerait à appuyer le peuple palestinien dans sa recherche de liberté, paix et justice, conformément au consensus international de longue date reconnaissant le peuple palestinien comme une nation et son droit inaliénable à établir un État fondé sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

9. Le 2 juin 2011, le Ministre des affaires étrangères de la France, M. Alain Juppé, a présenté un plan de paix à l'Autorité palestinienne au cours de sa visite à Ramallah. Ce plan repose largement sur les principes que le Président des États-Unis, M. Obama, a énoncés dans son discours du 19 mai 2011. L'orateur a également transmis une proposition de tenir une conférence de paix à Paris d'ici à la fin de 2011 afin d'examiner les moyens de relancer les négociations israélo-palestiniennes.

10. Le 6 juin, un responsable du Fatah, M. Nabib Shaath, a déclaré que le Lesotho avait reconnu l'État de Palestine, à l'intérieur des frontières de 1967.

11. L'Union européenne n'a cessé de déployer des efforts pour faire sortir le processus de paix de l'impasse où il se trouve actuellement. Du 12 au 15 juin, M. Jerzy Buzek, Président du Parlement européen, s'est rendu en Israël et dans le territoire palestinien occupé et a insisté pour que les négociations directes reprennent. Il a également réitéré l'appui du Parlement à l'accord de réconciliation palestinien. Les 17 et 19 juin, la baronne Ashton, Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a rencontré les dirigeants palestiniens et israéliens et a examiné les mesures pratiques visant à relancer les négociations directes.

Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et faits nouveaux intervenus dans le processus politique

12. **M. Cook** (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) dit que l'exécution du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a continué à se heurter à des difficultés considérables. Les événements récemment survenus en République arabe syrienne ont affecté les opérations de l'Office, et la situation dans la bande de Gaza, malgré un léger assouplissement des restrictions d'accès, ne cesse d'être extrêmement préoccupante.

13. La décision du cabinet de sécurité israélien, en date du 20 juin 2010, de desserrer certains aspects du blocus de la bande de Gaza n'a pas réellement mis fin aux mesures restrictives qui entravent le redressement du territoire. Le chômage, toujours très élevé, et la dégradation incessante des salaires réels ont débouché sur des niveaux de pauvreté importants, les réfugiés étant les plus touchés.

14. L'accord réglant les déplacements et le passage, dont le but est d'assurer le mouvement des personnes et des biens entre Israël et la bande de Gaza, d'une part, et entre la bande de Gaza et le Cisjordanie, d'autre part, a pratiquement été réduit à néant en 2011. La fermeture par les autorités israéliennes de trois des quatre points de passage entre Israël et Gaza a resserré le blocus à un moment où la communauté internationale en évalue le prétendu relâchement.

15. Dans les conditions actuelles d'accès, la pauvreté à Gaza est devenue endémique. Près des deux tiers de l'entière population continuent de souffrir de l'insécurité alimentaire ou en sont menacés. Sans accès à l'emploi, les efforts faits pour raccourcir les queues devant les points d'alimentation ne peuvent qu'échouer. En fait, le risque existe que le territoire ne devienne pratiquement dépendant des approvisionnements de l'aide externe.

16. Le montant de près de 4,5 milliards de dollars des États-Unis annoncé à Sharm el-Sheikh en 2009 pour la reconstruction de Gaza n'a pas encore été utilisé en raison des restrictions imposées par Israël sur les fournitures de matériaux de construction. Avant le blocus, le seul secteur de la construction employait 50 000 travailleurs. Seule la reprise, à grande échelle, de la construction, de l'industrie manufacturière et des

exportations peut modifier la situation de manière appréciable et permettre à la population de Gaza de redevenir autosuffisante.

17. En 2010, le territoire palestinien occupé n'a reçu que 290 millions de dollars, soit la moitié de ses besoins de financement, par l'intermédiaire de la procédure d'appel global, ce qui fait du territoire l'une des zones sinistrées les moins protégées du monde. En 2011, le bureau local de l'Office à Gaza a lancé un appel en vue de réunir 300 millions de dollars pour faire face aux besoins des réfugiés devenus tributaires d'une aide. Sur ce montant, 165 millions de dollars sont nécessaires au maintien des services aux niveaux de 2010. L'appel d'urgence lancé par l'Office fait toutefois face à un déficit de financement significatif qui menace d'interrompre les fournitures de denrées alimentaires aux plus pauvres des pauvres et d'interrompre les possibilités d'emploi à court terme. L'Office continue certes d'appeler à la fin du blocus, mais il fait également appel à ses donateurs pour qu'ils l'aident à combler le déficit de financement.

18. Il ne faut pas ajouter trop de foi aux rapports de médias faisant état d'une économie florissante en Cisjordanie. En fait, une récente étude de l'Office montre que le marché du travail se dégrade, que le chômage augmente et que les salaires réels baissent. Comme dans la bande de Gaza, les réfugiés sont disproportionnellement affectés par la situation économique. La violence, les démolitions, les restrictions à l'accès, les fouilles et les arrestations continuent de faire partie du quotidien des Palestiniens en Cisjordanie. Au 12 juin 2011, 258 structures palestiniennes au moins, dont 117 logements, ont été démolies depuis le début de l'année. Les dommages aux équipements d'approvisionnement en eau et électricité ou leur destruction, et les restrictions à l'accès aux terres ont eu également des conséquences préjudiciables sur les familles palestiniennes.

19. L'accès du personnel et des véhicules de l'Office continue d'être problématique. Depuis le début de 2011, 164 incidents se rapportant à l'accès se sont produits en Cisjordanie. Tous les incidents ne sont pas signalés, mais les contraintes liées à l'accès vont en augmentant, ce qui rend difficile la planification des opérations et la satisfaction des besoins de la population en temps utile.

20. Du fait de la situation en République arabe syrienne, il est difficile pour l'Office de maintenir les

communications avec ses installations dans ce pays, ou d'y accéder. L'Office n'en a pas moins été en mesure d'approvisionner ses centres de manière à faire face aux besoins jusqu'à la fin de juillet 2011. Les plus pauvres des réfugiés ont été gravement affectés par la situation et ils sont de plus en plus nombreux à demander une assistance en espèces. Les écoliers préparant des examens nationaux importants ont eux aussi été touchés dans certaines zones. L'Office prévoit de tenir des classes de rattrapage et un programme d'été pour compenser les perturbations de l'année académique.

21. Les Palestiniens réfugiés au Liban sont confrontés à certaines des pires conditions de la région. Les changements récents de la loi régissant l'emploi des Palestiniens au Liban n'ont pas encore été mis en œuvre. Les réfugiés ont continué de tenir des protestations contre l'Office, qui se débat pour satisfaire leurs besoins. Ces protestations deviennent fréquentes et préoccupantes du fait de leur caractère agressif vis-à-vis de l'Office. Ce sont les frustrations, non seulement envers l'Office, mais aussi face à l'impasse politique et les circonstances personnelles de plus en plus difficiles des réfugiés, qui sont au cœur de ces manifestations.

22. Bien que l'Office continue de progresser en ce qui concerne la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr al-Barid, il n'en est pas moins confronté à de graves difficultés dues au fait que les fonds reçus représentent moins de 40 % du montant total des besoins en la matière. Si la population du camp demeure déplacée, cela aura de graves répercussions sur la stabilité de la communauté des réfugiés palestiniens et, peut-être, du Liban.

23. En dépit du fait qu'il a abaissé son budget à un niveau traduisant les attentes de financement pour 2011, l'Office n'en prédit pas moins un déficit de 65 millions de dollars, ce qui est particulièrement préoccupant car, depuis mars 2011, les indicateurs font ressortir un accroissement du déficit. L'Office pourrait également être contraint d'augmenter significativement les salaires de ses employés pour tenir compte des augmentations appliquées par ses références, les autorités des pays d'accueil. Si la situation devait en arriver là, le déficit pourrait atteindre 80 millions de dollars au début de 2012, ce qui paralyserait l'Office.

24. L'Office renforce certes sa stratégie de mobilisation des ressources, mais le processus prendra

du temps et ne résoudra pas le problème immédiat. Tant la qualité que le volume des services qu'il fournit risquent de pâtir gravement s'il ne reçoit pas rapidement une injection substantielle de nouveaux fonds. Toute baisse de qualité ou de quantité des services fournis par l'Office ne peut que nuire à la stabilité de la région à un moment crucial de son histoire.

25. **M^{me} Qaraman** (Save the Children UK), prenant la parole au nom de l'Association des organisations internationales de développement (AIDA), forum de coordination des organisations non gouvernementales et des organisations bénévoles à l'œuvre dans les domaines du développement et de l'urgence ou des secours humanitaires dans le territoire palestinien occupé, dit qu'une étude récente effectuée par les membres d'AIDA a montré que les restrictions aux déplacements et à l'accès ont affecté leur capacité de fournir une aide aux communautés du territoire palestinien occupé.

26. Les restrictions imposées par les autorités israéliennes prennent la forme d'un refus d'accorder une autorisation d'accès permettant les mouvements du personnel entre Jérusalem, la Cisjordanie et la bande de Gaza, des visas de travail au personnel international et des permis touchant les projets de la zone C, qui comprend plus de 60 % de la Cisjordanie. Les déplacements du personnel national à l'entrée ou à la sortie de Gaza sont pratiquement impossibles. Les organisations ont été contraintes de prendre des mesures coûteuses pour contourner les restrictions, notamment les chevauchements de fonctions et l'achat de matériel de visioconférence, et a dû engager des frais importants de voyages et de logement.

27. La qualité et l'efficacité des programmes ont été réduites car les restrictions obligent les organisations à se concentrer sur des activités à court terme, et sur des projets et pratiques moins durables et potentiellement moins appropriés. Les organisations ne peuvent réunir de personnel, s'acquitter de contrôles financiers, ni fournir une formation ou partager les meilleures pratiques.

28. Les organisations n'atteignent pas les communautés vulnérables car elles sont obligées de remettre ou d'abandonner des projets, dont un peu plus de la moitié sont destinés à Gaza et près de 38 % à la zone C de Cisjordanie. Près de la moitié des membres

d'AIDA interrogés ont cessé d'œuvrer dans les zones frontalières de Gaza du fait des restrictions d'accès.

29. Compte tenu de la situation humanitaire de plus en plus difficile des réfugiés palestiniens, AIDA recommande que la population civile soit absolument autorisée à jouir des droits fondamentaux garantis par le droit international, y compris le droit à la liberté de mouvement et au choix de la résidence, ainsi que le droit à un niveau de vie adéquat et l'accès à l'éducation et à des soins de santé.

30. La communauté internationale doit par conséquent prier instamment le Gouvernement d'Israël de veiller à ce que les organisations humanitaires et de développement se voient accorder un accès rapide et sans entrave à toutes les zones d'opération de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

31. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (observatrice de la Palestine) dit que sa délégation souhaite remercier le représentant de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), pour son exposé très instructif, qui a dissipé de nombreuses idées fausses touchant la réalité de la situation dans le territoire palestinien occupé. À ce sujet, elle apprécierait de recevoir toute information supplémentaire sur la nature des démolitions auxquelles il est procédé à Jérusalem-Est, en particulier dans la zone C. De même, elle souhaiterait recevoir toutes informations relatives au statut de la communauté bédouine dans le territoire palestinien occupé. S'agissant de la situation à Gaza, elle se demande dans quelle mesure l'Office a pu progresser dans la reconstruction de ses installations et des logements de réfugiés endommagés ou détruits et s'il a pu obtenir des matériaux de construction en quantités suffisantes.

32. **M. Adnan** (Indonésie) souhaite savoir comment les réfugiés de Palestine ont réagi à l'éventualité de la déclaration de l'État de Palestine en septembre 2011.

33. **M. Cook** [Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)], répondant aux questions de délégations, dit qu'il existe un motif de préoccupation persistante en ce que les familles bédouines, qui traditionnellement vivent en Cisjordanie et sont extrêmement vulnérables du fait qu'elles tirent leurs ressources de l'élevage, voient leur vie bouleversée du fait de la démolition de leur habitat et autres bâtiments. Dans un cas, une école construite par les Bédouins

pour offrir à leurs enfants l'accès à l'éducation est maintenant menacée de démolition après plusieurs mois d'opération. L'Office est sans arrêt mis à contribution pour fournir de nouvelles tentes, du matériel de cuisine et des denrées alimentaires à des familles vulnérables. La raison donnée pour les démolitions est que les permis de construire n'ont pas été obtenus : mais il est extrêmement difficile voire impossible d'obtenir qu'une construction soit approuvée. Les familles se sont agrandies au cours des années et ont besoin de logements, de sorte que dans bien des cas, elles entreprennent des constructions sans avoir reçu d'autorisation à cet effet.

34. En ce qui concerne Gaza, les discussions se poursuivent au sujet de l'approbation des projets de reconstruction, dont l'Office serait un contributeur important. Près de 660 millions de dollars, valeur totale des chantiers, sont nécessaires pour que l'Office reconstruise des logements et des écoles, et ouvre de nouvelles écoles pour faire face à l'augmentation de la population. Cela dit, les autorisations sont accordées au compte-goutte. En outre, le fait que seul un point de passage soit ouvert entre Israël et la bande de Gaza limite gravement la circulation, qui est tombée bien en dessous de niveau requis pour satisfaire les besoins de la population de Gaza et de l'Office dans son action de reconstruction. Il espère que les discussions de haut niveau qui se tiennent actuellement au sein du Gouvernement israélien pourront changer la situation.

35. **M^{me} Qaraman** (Save the Children UK) dit que les écoles sont démolies en nombre plus élevé actuellement dans les communautés bédouines et que le manque d'espace pour des salles de classe se fait lourdement sentir dans la zone C et à Jérusalem-Est. Il est pratiquement impossible d'obtenir des autorisations, et les constructions entreprises sans permis courent le risque immédiat de démolition. Des infrastructures essentielles, telles que des citernes d'eau et autres moyens de subsistance tombent également sous le coup de démolitions.

36. Les jeunes, encouragés par les événements qui se déroulent dans la région, ont lancé un mouvement de jeunesse à Gaza et en Cisjordanie et sont descendus dans la rue pour appeler à l'unité nationale. L'annonce de pourparlers de réconciliation entre le Fatah et le Hamas a donné aux Palestiniens un sentiment de soulagement et d'espoir, car un gouvernement unifié ouvrira des avantages immédiats sous forme d'une

amélioration des services fournis aux familles et aux enfants.

37. S'agissant du statut d'État de la Palestine, les réfugiés craignent d'être oubliés et que leurs revendications légitimes ne soient pas prises en compte. Étant donné les niveaux de pauvreté de plus en plus élevés chez les Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, la population ne commencera à se sentir encouragée que lorsqu'un relâchement des restrictions qui limitent sévèrement les mouvements et l'accès débouchera sur une amélioration concrète de leurs moyens de subsistance et leur capacité de pourvoir aux besoins de leur famille.

Rapport du Président sur le Séminaire des Nations Unies sur la mobilisation de l'assistance au peuple palestinien, tenu à Helsinki, les 28 et 29 avril 2011

38. **Le Président** dit que le séminaire, dont le thème était « La mobilisation de la communauté internationale à l'appui du programme d'édification de l'État entrepris par le gouvernement palestinien », s'est tenu les 28 et 29 avril 2011 à Helsinki. Il a bénéficié de la participation de nombreux représentants de gouvernements, de la Palestine, d'organisations intergouvernementales, d'entités du système des Nations Unies et d'organisations de la société civile.

39. Dans son discours liminaire, M. Ali Al-Jarbawi, Ministre de la planification et du développement administratif de l'Autorité palestinienne, a évoqué les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'édification de l'État – connu comme le plan Fayyad – et a analysé les stratégies qui figurent dans le plan national de développement pour 2011-2013, qui vise à l'établissement d'un État palestinien indépendant et au-delà.

40. À la première séance plénière, les experts se sont attachés aux réalisations de l'initiative de construction de l'État et aux obstacles qu'elle rencontre, y compris les obstacles de nature à saper le plan biennal de l'Autorité palestinienne d'édification d'un État indépendant. Ils ont souligné que les efforts déployés ont été entravés par les restrictions physiques et politiques imposées par l'occupation israélienne et appelé l'attention sur la nécessité urgente de la reconstruction dans la bande de Gaza et de l'avancement du plan national palestinien de relèvement rapide et de reconstruction de Gaza.

41. À la seconde séance plénière, les experts ont examiné les aspects pratiques de la construction d'un État palestinien viable et ont souligné que l'existence d'institutions démocratiques, responsables, étayées par des politiques sociales et économiques saines était essentielle à un résultat durable. Les participants ont demandé que des mesures spécifiques soient prises pour améliorer la responsabilisation du secteur public et son efficacité, créer un environnement favorable à une croissance solide menée par le secteur privé, renforcer le rôle que jouent les femmes dans le développement socioéconomique, et investir dans la jeunesse au travers de l'éducation. Ils ont également examiné le rôle de la communauté des donateurs dans la réalisation de ces buts.

42. La troisième séance plénière s'est attachée à jeter les bases de la souveraineté de l'État palestinien dans la recherche de l'indépendance. Les experts ont souligné que la difficulté qui se pose à l'heure actuelle est de synchroniser la poussée vers le statut d'État et la mise en place de politiques saines, propres à aider à surmonter les défis qui se posent déjà et qui se poseront à l'avenir. Les efforts entrepris aux niveaux international et régional pour mettre fin à l'impasse où se trouvent les négociations israélo-palestiniennes seront essentielles à un résultat positif. L'appui soutenu des donateurs à court, moyen et long terme est aussi important.

43. Dans ses remarques de clôture, le Président du Comité a dit que l'accession d'un État indépendant de Palestine au siège qui lui revient à l'Assemblée générale ne marquera pas la fin de l'édification de la nation par la Palestine, mais un nouveau début. Un État unifié, solide, dans lequel prévalent l'état de droit et la justice sociale, et dans lequel aussi des institutions publiques représentatives, responsables et transparentes, engagées dans un dialogue avec la société civile, sera le bienvenu. Un État ouvert, caractérisé par l'inclusion sociale, permettra à tous ses citoyens, y compris les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes, de réaliser leur potentiel et de s'attendre à ce que des opportunités économiques s'ouvrent à eux et à ce que leurs droits soient protégés.

44. *Le Comité prend note du rapport.*

Réunion internationale des Nations Unies à l'appui du processus de paix israélo-palestinien, devant se tenir à Bruxelles, les 28 et 29 juin 2011 (document de travail n° 5)

45. **Le Président** appelle l'attention sur le document de travail n° 5, dans lequel figure le programme provisoire de la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui du processus de paix israélo-palestinien, qui doit se tenir à Bruxelles les 28 et 29 juin 2011.

46. Rappelant que le thème de la Réunion est « Le rôle de l'Europe dans la réalisation de l'État palestinien et de la paix entre Israéliens et Palestiniens », le Président rappelle que la réunion fera le bilan de 20 années d'efforts déployés au niveau européen pour promouvoir la paix entre Israéliens et Palestiniens, examinera les efforts déployés actuellement en vue de la reprise des négociations directes et d'un règlement permanent, et les solutions autres que le processus de négociation, notamment la réalisation de la solution des deux États par des mécanismes multilatéraux. La Réunion examinera également les initiatives politiques européennes, notamment les paramètres d'un règlement négocié, entérinés par l'Union européenne en avril 2011, ainsi que le rôle des parlementaires et de la société civile dans la recherche de la paix.

47. Des invitations à participer à la Réunion ont été adressées à des experts de renom en la matière, aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux observateurs, à des parlementaires, aux représentants d'organes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, à des représentants de la société civile et des médias. À la suite de cette Réunion, la délégation du Comité tiendra des consultations avec les représentants de la société civile le 30 juin.

48. Le Président considère, qu'en l'absence d'objections, le Comité souhaite approuver le programme provisoire qui figure dans le document de travail n° 5.

49. *Il en est ainsi décidé.*

Autres questions

50. **M. Ferdous** (Département de l'information), faisant au Comité un exposé sur les préparatifs de l'édition 2011 du Séminaire international à l'intention

des médias, sur la paix au Moyen-Orient, qui se tiendra en juillet, à Budapest, dit que le Séminaire, qui rassemblera des responsables politiques d'Israël et de l'Autorité palestinienne, des fonctionnaires de haut niveau des Nations Unie, des experts internationaux et des représentants des médias internationaux, examinera le statut actuel du processus de paix compte tenu de l'évolution du paysage politique dans le monde arabe, et explorera le rôle de la culture et des médias dans l'établissement de la paix dans la région. Il examinera également le rôle des médias visuels et des nouveaux moyens d'information et celui des collectivités créatives dans la promotion de la paix par de meilleurs contacts de personne à personne.

51. Le Département de l'information, en collaboration avec le Département des affaires politiques et l'Observateur permanent de la Palestine, a mis à jour et revu son exposition sur la question de Palestine et les Nations Unies. L'exposition, dont la dernière actualisation remonte à 2009, a été temporairement réinstallée au cours de l'exécution du plan-cadre d'équipement. La nouvelle exposition, qui sera située au troisième étage du bâtiment de l'Assemblée générale, donnera la chronologie des événements, y compris les faits nouveaux intervenus au cours des dernières années et de nouveaux matériaux audiovisuels. L'inauguration aura lieu en novembre, au cours de la commémoration annuelle de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

52. **Le Président** informe le Comité qu'il a été invité en sa qualité de Président du Comité, à participer à la 38^e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de la Conférence islamique, qui se tiendra à Astana (Kazakhstan), du 28 au 30 juin 2011. Comme ces dates coïncident avec celles de la réunion convoquée à Bruxelles, à laquelle le Président du Comité est tenu d'assister, M. Daou, du Mali, représentera le Comité à la session.

53. **Le Président** note que M. Yuri Gourov, Directeur de la Division des droits des palestiniens, et M^{me} Cheryl Simon, assistante hors classe pour le service des réunions à la Division, prendront leur retraite à la fin du mois de juin. S'exprimant au nom des membres du Comité, il leur adresse tous ses remerciements pour leur précieuse contribution aux travaux du Comité.

La séance est levée à midi.